

Bon de commande n° 2025-05-0003



Date d'émission du bon de commande : Le 14/05/2025

Le donneur d'Ordre	Agence Intérim Démonstration Immeuble Casa 12 rue du centre 13001 Marseille N° Téléphone : 0491102030 N° SIRET : 12345678901234		
Adresse de facturation	0		
Intitulé de la formation	CACES 1		
Organisme de formation	Test OF 13004 Marseille		
Dates de la formation	Début : Le 19/05/2025 - Fin : Le 20/05/2025		
Participant(s)	● JOSE RODRIGO REBELO RAPOSO ● CHRISTOPHE REBOUL		
THEMES	Coût unitaire	Quantité	Coût Total (€ HT)
CACES 1	675,00 € ht	2	1 350,00 € ht

Pour le Donneur d'ordre, Siège Intérim Démonstration
Pierre Durand
service.formation@demonstration.interim

Pour L'Organisme de Formation



Article 1 - objet et champ d'application :

Ce document servira de base pour la création de la convention de formation qui sera sign e entre Siège Intérim Démo et l'organisme de formation, pour les prestations indiqu es ci-dessus.

Toutes modifications, quelle qu'en soit la nature, devront être accept es par les parties qui restent libres des modalités de confirmation (nouvelle proposition, bon de commande, avenant, email....).

Le présent contrat est conclu dans le cadre d'une prestation de formation ponctuelle r alis e par l'organisme de formation au bénéfice du donneur d'ordre.

La formation, objet du contrat, est la suivante : **CACES 1**

Elle aura lieu aux dates suivantes : **Début le 19/05/2025 - Fin le 20/05/2025**

Durée de la Formation :

**Warning: Undefined array key "nbHeure" in
/var/www/html/ett/admin/composants/templates/bonDeCommande.php on line 216
heures**

Détail de la formation – cf. programme

Le présent contrat est strictement limité à la prestation de formation vis e.

Il cesse de plein droit à son terme.

Article 2 - Documents contractuels pour les prestations de formation :

- Bon de commande comprenant les conditions générales de vente valid es par les deux parties
- L'organisme de formation s'engage à respecter la procédure administrative communiqu e par Le Donneur d'ordre

Article 3 - Obligations de l'organisme de formation :

L'organisme de formation s'engage à valider le bon de commande, et à communiquer par l'intermédiaire de la plateforme Evaneo :

- Les convocations et plan d'accès à la formation
- Les prérequis éventuels
- Le programme de formation
- La convention de formation sign e et cachet e et établie à l'adresse de facturation indiqu e en page 1
- Les Feuilles d'émargements
- Les fiches de Satisfaction
- Les certificats de réalisation
- Facture établie à l'adresse de facturation indiqu e en page 1 portant la mention : **2025-05-0003**
- Animer la formation dans le respect des objectifs fixés par le donneur d'ordre
- Assurer l'évaluation des stagiaires à l'issue de l'action de formation, et d'établir les attestations de fin de formation prévues à l'article L.6353-1 du Code du travail
- Respecter la confidentialité des échanges en formation

Article 4 - Obligations du donneur d'ordre :

Le donneur d'ordre s'engage à :

- Confier à l'organisme de formation la formation prévue à l'article 1
- Prévenir L'organisme de formation au moins 3 jours à l'avance en cas d'annulation ou de report de la formation.

Article 5 - Modalités financières :

L'organisme de formation percevra une rémunération (prix de la prestation) de **1 350,00** euros HT pour l'ensemble de sa prestation.

Cette rémunération comprend le temps de préparation de la formation et l'animation.

Le paiement sera effectué 45 jours à réception de la facture.

Les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement sont compris dans le prix de vente

Article 6 - Conditions de report de formation :

En cas d'impératif, Le donneur d'Ordre se réserve le droit de demander un report de la formation à laquelle le/les intérimaires sont inscrits.

Article 7 - Assurance et Responsabilité :

L'organisme de formation est responsable de tout dommage corporel et matériel causé aux stagiaires de la formation, consécutif à une faute de son personnel préposé et employé au titre des prestations. L'organisme de formation souscrit des contrats d'assurance nécessaires pour garantir les risques et responsabilités liés à l'exécution des prestations.

Article 8 - Attribution de compétences :

Le contrat est régi par la loi française. Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les litiges relatifs à l'exécution de la prestation. A défaut d'accord amiable, Le tribunal de commerce apparenté à la société adéquat correspondante sera seul compétent.

Article 9 - Informatique et libertés :

En conformité avec les dispositions de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le traitement automatisé des données nominatives fait l'objet d'une déclaration en cours auprès de nos partenaires contractuels pour les besoins des dites commandes. Conformément à la réglementation française, L'organisme de formation peut écrire au Donneur d'Ordre pour s'opposer à une telle communication des informations le concernant. Il peut également à tout moment, exercer ses droits d'accès et de rectification dans le fichier du donneur D'ordre.